

Quest-france - 06/09/2018

Familles à la rue : 200 citoyens interpellent l'État

À l'appel d'Un toit c'est un droit, ils se sont retrouvés hier, place de la République, pour demander l'ouverture d'un centre d'hébergement durable, afin que plus personne ne dorme dans la rue.

La mobilisation

« **Donnez-nous une maison** », écrivent, à la craie, des enfants sur le parvis de la place République. « **Ce soir, cette famille va encore dormir dans un parc** », soupire Armelle Bounya, présidente de l'association Un toit c'est un droit, qui voulait, en cette rentrée, se rappeler au souvenir des autorités, quinze jours après « la mise à la rue d'une trentaine de familles par l'État ».

Faute de budget pour payer l'hôtel où elles logeaient depuis un an, elles avaient en effet dû le quitter. « Depuis, la majorité a été relogée par la mairie, qui nous offre un soutien remarquable, précise Armelle Bounya. Mais elle ne peut pas remplacer l'État et elle n'héberge que les familles avec enfants. »

Un centre d'hébergement durable

« Si l'État accélérât les procédures, il ne serait pas nécessaire de loger les gens à l'hôtel si longtemps. Avec des papiers, ils pourraient travailler et trouver un logement. Ces gens n'aspirent qu'à une vie normale. »

Or, migrants ou non, en famille ou célibataires, « les besoins sont énormes ». Si un centre d'hébergement est annoncé pour l'automne, « il ne comptera que trente places et elles seront remises en jeu



« Donnez-nous une maison », écrivent des enfants sur le parvis de la place de la République.

chaque jour ».

Les associations rennaises demandent « l'ouverture d'un centre qui pourrait accueillir toute personne à la rue, française comme étrangère, ouverte jour et nuit, toute l'année. » Des animations festives

(théâtre, danse) se sont poursuivies jusque tard dans la soirée, autour de ce « campement solidaire ».

Si elle n'a pu être jointe hier, la préfecture expliquait fin août avoir pris cette décision après l'épuisement du budget pour les nuits d'hôtel payées

par l'État. Et que des efforts avaient déjà été concédés, puisque 2,6 millions d'euros ont été dépensés pour assurer un hébergement à l'hôtel à des dizaines de familles.

Virginie ÉNÉE.



L'association Un toit c'est un un droit avait appelé à un rassemblement, mercredi.



Un campement solidaire a été installé mardi soir place de la République.